



**Association pour la gestion des assistants de sénateurs (AGAS)**

15 rue de Vaugirard - 75291 PARIS CEDEX 06

TÉLÉPHONE : 01 42 34 30 51

***ASSURANCE DE PROTECTION JURIDIQUE ET DE  
RESPONSABILITÉ CIVILE AU BÉNÉFICE DES  
SÉNATEURS***

***LOT N° 2 : ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ CIVILE***

**D.C.E.**

**CAHIER DES CLAUSES  
TECHNIQUES PARTICULIÈRES**

**SEPTEMBRE 2025**

## **Préambule – Les conditions d’emploi des collaborateurs de Sénateurs**

Les Sénateurs disposent d’un crédit mensuel leur permettant de s’assurer le concours de collaborateurs chargés de les seconder dans les tâches personnelles directement liées à l’exercice de leur mandat. Un arrêté du Bureau du Sénat ainsi que des arrêtés de Questure fixent les règles d’usage de ce crédit.

**Les collaborateurs sont recrutés et employés par les Sénateurs en qualité de salariés de droit privé**, le plus souvent en application d’un contrat de travail à durée indéterminée. Ils travaillent à Paris ou dans le territoire d’élection de leur employeur, territoires ultramarins compris.

Une Association pour la Gestion des Assistants de Sénateurs (AGAS), présidée par un des Vice-présidents du Sénat, a été constituée sous le régime de la loi de 1901 afin d’assurer, « d’ordre et pour compte des Sénateurs », toutes les tâches de gestion administrative afférentes à l’embauche, à la paie et à la fin de contrat des collaborateurs ; ceux-ci restent cependant sous l’autorité et la responsabilité des Sénateurs, qui sont leurs employeurs légaux.

C’est en cette qualité d’employeur que le sénateur choisit ses collaborateurs, détermine leur rémunération, la durée et les horaires de travail, le contenu de leur travail et son lieu d’exercice, dans le respect du droit du travail et des dispositions des arrêtés du Bureau du Sénat et des arrêtés de Questure. Il exerce sur ses collaborateurs l’autorité hiérarchique, le pouvoir de direction et le pouvoir disciplinaire, prérogatives propres à l’employeur.

C’est au Sénateur seul d’ouvrir, le cas échéant, une procédure de licenciement à l’encontre de l’un de ses collaborateurs en cours de mandat. Il engage ainsi, dans les conditions du droit commun du travail, sa responsabilité d’employeur, y compris en cas d’action introduite par l’un de ses salariés devant la juridiction prud’homale. Dans l’éventualité d’une condamnation au paiement de dommages et intérêts à la suite d’un tel contentieux, le paiement de ceux-ci incomberait au Sénateur personnellement.

En tant que salariés de droit privé ne relevant d’aucune branche professionnelle ou convention collective, les collaborateurs des Sénateurs relèvent des dispositions générales du code du travail applicables aux salariés dans les entreprises comprenant moins de 10 salariés.

Les Sénateurs peuvent également recruter des stagiaires, qui peuvent être rémunérés à partir de l’avance pour frais de mandat.

En complément des conditions générales de l'assureur, les présentes conditions particulières spécifiques à l'AGAS ont pour objet de définir les garanties, montants de garantie et franchises du contrat, ses modalités de gestion ainsi que celles des sinistres, et ce par dérogation à toute autre stipulation moins favorable.

## ARTICLE 1<sup>ER</sup> : DÉFINITIONS

---

Pour l'application du contrat, on entend par :

### SOUSCRIPTEUR

---

Le souscripteur est l'Association pour la gestion des assistants de Sénateurs (AGAS), agissant d'ordre et pour compte des sénateurs.

### ASSURÉS

---

- **Les sénateurs en exercice.** Sauf siège vacant, leur nombre est fixé à 348.

Les anciens sénateurs ont également la qualité d'assuré pendant une période de 5 ans à la suite de la fin de leur mandat.

Les anciens sénateurs dont le mandat a pris fin avant le 1<sup>er</sup> janvier 2026 ne sont pas concernés par le précédent alinéa.

- **Les collaborateurs des sénateurs dans le cadre de l'extension de la garantie « recours ».**

### ACTIVITÉS

---

Toutes les activités, actions, missions, attributions, manifestations, dépendant ou relevant des Sénateurs et, le cas échéant de leurs collaborateurs, qu'elles soient principales, annexes, connexes, dérivées, actuelles ou futures.

***Le contrat n'a pas pour objet de couvrir les responsabilités qui incomberaient au Sénat du fait des sénateurs.***

### AUTRUI OU TIERS

---

Est considéré comme autrui ou tiers :

- toute personne autre que le souscripteur et les assurés,
- les préposés ou salariés de l'assuré sauf pour les dommages liés à un accident du travail et pris en charge par la Sécurité sociale.

Le souscripteur et les assurés sont tiers entre eux.

### DOMMAGES ACCIDENTELS

---

Dommages provenant d'un événement soudain et imprévu.

### DOMMAGES CORPORELS

---

Toute atteinte corporelle subie par une personne physique.

### **DOMMAGES MATERIELS**

---

Toute détérioration, destruction ou disparition d'une chose ou substance, toute atteinte physique à des animaux.

### **DOMMAGES IMMATÉRIELS CONSÉCUTIFS**

---

Tout dommage autre que corporel ou matériel, tel que privation de jouissance d'un droit, interruption d'un service rendu par une personne ou par un bien meuble ou immeuble, perte d'un bénéfice, préjudice moral, directement consécutif à la survenance de dommage corporels ou de dommages matériels garantis par le présent contrat.

### **DOMMAGES IMMATÉRIELS NON CONSÉCUTIFS**

---

Tout dommage autre que corporel, matériel et immatériel consécutif ci-dessus définis, survenant :

- soit en l'absence de tout dommage corporel et/ou matériel,
- soit en présence de dommages corporels et/ou matériels non garantis par le présent contrat.

Sont notamment considérés comme « dommages immatériels non consécutifs » les préjudices immatériels consécutifs à un dommage matériel non couvert par le contrat subi par les travaux exécutés, les prestations réalisées ou les produits ou marchandises livrés.

### **ECHÉANCE PRINCIPALE**

---

Celle qui marque le début de chaque période annuelle d'assurance.

### **FAIT DOMMAGEABLE**

---

Le fait qui constitue la cause génératrice du dommage. Un ensemble de faits dommageables ayant la même cause technique est assimilé à un fait dommageable unique.

### **Franchise**

---

Somme fixe et/ou fraction du dommage non pris en charge par l'assureur et que l'assuré conserve toujours à sa charge sur le coût d'un sinistre.

Cette franchise ne vient en déduction ni du montant de la garantie par sinistre ni de celui éventuellement prévu par année d'assurance.

### **SINISTRE**

---

Sous réserve des dispositions de l'article L. 124-5 du Code des assurances, le sinistre est défini comme toutes réclamations amiables ou judiciaires formulées contre l'assuré pendant la période d'effet du contrat (y compris pendant le délai subséquent), quelle que soit la date des travaux ou prestations de l'assuré.

Il est convenu que l'ensemble des réclamations, même si elles s'échelonnent dans le temps, dès lors qu'elles se rattachent à des dommages résultant d'un même fait générateur ou d'une même cause technique initiale, constituera un seul et même sinistre dont la date sera celle correspondant à la première réclamation.

## **ARTICLE 2 : OBJET ET ETENDUE DES GARANTIES**

---

Le présent contrat est établi selon le principe dit « garantie tous risques, sauf ... ».

## 2.1 OBJET DE LA GARANTIE

---

L'assureur garantit les sénateurs contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité que ceux-ci peuvent encourir en raison des dommages ou préjudices causés à autrui, notamment leurs collaborateurs parlementaires, les personnes stagiaires, les organismes de protection sociale, les régimes de prévoyance sociale, les collaborateurs occasionnels et les bénévoles effectuant des missions pour les sénateurs.

La garantie est également acquise :

- du fait des personnes au service des sénateurs et notamment :
  - les collaborateurs parlementaires,
  - les préposés placés sous l'autorité des sénateurs dans l'exercice de leurs fonctions,
  - les stagiaires, les collaborateurs occasionnels et les bénévoles effectuant des missions pour les sénateurs,
  - les personnes dont les sénateurs ont la garde à quelque titre que ce soit,
- du fait des biens dont les sénateurs ont la propriété, la garde ou l'usage, et notamment tous les biens immobiliers, mobiliers, toutes les installations et équipements, animaux,
- du fait de toutes les activités et compétences des sénateurs.

## 2.2 GARANTIES SPÉCIFIQUES - PRÉCISIONS SUR LES GARANTIES

---

### **RC Sous-traitants, prestataires**

---

La garantie s'étend aux conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qui peut incomber à un sénateur en raison des dommages subis par autrui du fait des biens ou prestations fournis par un sous-traitant ou prestataire et/ou ceux pour lesquels ces derniers ont exercé leur activité professionnelle.

**Sont exclues les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile incombant personnellement à ces personnes.**

### **Responsabilité civile du fait de l'utilisation d'un véhicule terrestre à moteur**

---

Par dérogation aux exclusions générales ci-après, la garantie s'étend aux conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant incomber à un sénateur :

- en tant que commettant, par application de l'article 1242, alinéa 5 du Code civil,
- en tant que gardien du véhicule, par application de l'article 1242, alinéa 1 du Code civil, en raison des dommages subis par autrui et causés par les collaborateurs parlementaires ou les personnes dont le sénateur a la garde à quelque titre que ce soit lorsqu'ils utilisent, pour les besoins du service, un véhicule terrestre à moteur dont le sénateur n'a pas la propriété et qu'il n'a ni loué, ni emprunté.

La présente garantie s'exercera en complément ou à défaut des garanties minimales accordées afin de satisfaire à l'obligation d'assurance automobile par tout contrat souscrit pour l'emploi dudit véhicule.

**Outre les exclusions générales ci-après, est seule exclue de la garantie la responsabilité civile incombant personnellement aux collaborateurs parlementaires, aux personnes dont le sénateur a la garde à quelque titre que ce soit.**

## **Faute inexcusable et faute intentionnelle**

---

Cette garantie s'applique en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle atteignant un collaborateur parlementaire ou une personne dont le sénateur a la garde à quelque titre que ce soit et résultant de la faute inexcusable de l'assuré ou d'une personne qu'il s'est substituée dans ses pouvoirs de direction, au remboursement des sommes dont l'assuré serait redevable à l'égard de la caisse primaire d'assurance maladie ou de tout autre régime de sécurité sociale :

- au titre des cotisations complémentaires prévues à l'article L. 452-4 du Code de la sécurité sociale ou de textes de même nature d'autres organismes sociaux et/ou de la jurisprudence,
- au titre de l'indemnisation complémentaire à laquelle la victime est en droit de prétendre aux termes des articles L. 452-2 et 452-3 du Code de la sécurité sociale ou de textes de même nature d'autres organismes sociaux et/ou de la jurisprudence,
- au titre de l'indemnisation complémentaire à laquelle la victime est en droit de prétendre en réparation des dommages non couverts par le livre IV du Code de la sécurité sociale.

L'assureur s'engage, en outre, à assumer la défense du sénateur dans les actions amiables ou judiciaires fondées sur les articles L. 452-1 à L. 452-4 du Code de la sécurité sociale ou de textes de même nature d'autres organismes sociaux et dirigées contre lui en vue d'établir sa propre faute inexcusable ou celle de personnes qu'il s'est substituées dans ses pouvoirs de direction.

Il s'engage également à assumer la défense du sénateur et celle de ses collaborateurs parlementaires ou les personnes dont le sénateur a la garde à quelque titre que ce soit devant les juridictions répressives en cas de poursuites pour homicide ou blessures involontaires à la suite d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle atteignant un collaborateur parlementaire ou une personne dont le sénateur a la garde à quelque titre que ce soit.

La garantie s'applique également aux recours personnels en réparation de son préjudice non réparé en application de la législation sur les accidents du travail et maladies professionnelles qu'un collaborateur parlementaire ou une personne dont le sénateur a la garde à quelque titre que ce soit pourrait être fondé, en vertu de l'article L. 452-5 du Code de la sécurité sociale ou de textes de même nature d'autres organismes sociaux ou de la jurisprudence à exercer contre celui-ci pris en tant que commettant civilement responsable, en raison des dommages subis dans l'exercice de ses fonctions et causés par la faute intentionnelle d'un autre collaborateur parlementaire ou d'une autre personne dont le sénateur a la garde à quelque titre que ce soit.

## **Objets confiés**

---

Il s'agit de biens meubles appartenant à autrui, confiés à un sénateur pour leur garde, entrepôt, prestations contractuelles, travaux de toute nature, sauf utilisation pour les besoins propres du sénateur.

La garantie du contrat est étendue aux conséquences pécuniaires de la responsabilité encourue par le sénateur en raison des dommages causés aux biens confiés, c'est-à-dire du fait de la détérioration, de la destruction, de la perte ou de la disparition de ceux-ci.

**Outre les exclusions générales du contrat, ne sont pas garantis :**

- **les dommages subis, avant leur délivrance, par les biens dont l'assuré a cédé la propriété,**
- **les dommages causés aux biens détenus par le sénateur en vertu d'un contrat de crédit-bail ou de location, pour lesquels une assurance spécifique a été souscrite, et dans la limite de cette couverture,**
- **les dommages causés aux biens confiés par un incendie ou une explosion ayant pris naissance ou survenu dans les locaux dont le sénateur est propriétaire, locataire ou occupant,**
- **les dommages aux biens utilisés comme outils par le sénateur.**

## **Prêt à usage ou commodat**

---

Dans le cadre de prêt à usage ou commodat, la garantie est également acquise à l'assuré pour tous dommages subis par les biens d'autrui qui sont mis bénévolement à la disposition de l'assuré.

**Outre les exclusions générales du contrat, ne sont pas garantis :**

- **les dommages subis, avant leur délivrance, par les biens dont le sénateur a cédé la propriété,**
- **les dommages causés aux biens confiés par un incendie ou une explosion ayant pris naissance ou survenu dans les locaux dont le sénateur est propriétaire, locataire ou occupant.**

## **Matériels de stage**

---

Sont garantis les dommages causés par des stagiaires à des matériels appartenant à des tiers.

## **Défense et recours**

---

Au titre de cette garantie l'assureur s'engage :

- à défendre soit à l'amiable soit devant toute juridiction (notamment civiles, commerciales, administratives ou pénales), instance disciplinaire ou autorité administrative ayant un pouvoir de réglementation et de contrôle, lorsqu'ils sont personnellement impliqués à l'occasion d'un dommage garanti par le présent contrat, le sénateur, ainsi que ses collaborateurs parlementaires ou les personnes dont le sénateur a la garde à quelque titre que ce soit.
- à réclamer, soit à l'amiable, soit devant toute juridiction ou autorité administrative ayant un pouvoir de réglementation et de contrôle (à l'exception du Sénat et de l'AGAS), la réparation incombant à un tiers responsable des dommages subis par un sénateur qui ont trait à l'un des risques garantis.

L'assureur supporte, à concurrence de la somme fixée aux conditions particulières, les frais et honoraires d'enquête, d'instruction, d'expertise, d'avocats, d'exécution de jugements ainsi que les frais de procès.

En cas de désaccord entre l'assureur et le sénateur sur l'opportunité d'engager ou de poursuivre une action judiciaire ou sur le montant du préjudice subi par l'assuré, le différend est soumis à deux arbitres, désignés l'un par l'assureur, l'autre par le sénateur.

A défaut d'entente entre les deux arbitres, ils sont départagés par un troisième arbitre désigné par eux, ou faute d'accord sur cette désignation, par ordonnance du président du tribunal judiciaire dans le ressort duquel s'est produit le dommage objet du litige.

Chaque partie supporte les honoraires de son arbitre et la moitié de ceux du tiers arbitre.

Si, contrairement à l'avis des arbitres, l'assuré exerce une action judiciaire et obtient une solution plus favorable que celle qui lui était antérieurement proposée, l'assureur lui remboursera, sur justification, les frais taxables restant à sa charge et les honoraires raisonnablement réclamés dans une telle affaire.

En cas de désaccord sur le montant des honoraires, le différend est réglé selon la procédure d'arbitrage ci-dessus.

## **Recours des collaborateurs des sénateurs**

---

Au titre de cette extension de garantie, l'assureur s'engage à réclamer, soit à l'amiable, soit devant toute juridiction, la réparation incombant à un tiers responsable des dommages subis

par un collaborateur parlementaire qui ont trait à l'un des risques garantis par le présent contrat.

Le contrat peut également être mis en œuvre dans le cadre d'une plainte ou d'un recours qu'un collaborateur parlementaire voudrait déposer ou engager contre un tiers auteur à son encontre d'atteinte volontaire à l'intégrité de sa personne, de violences, d'agissements constitutifs de harcèlement, de menaces, d'injures, de diffamation ou d'outrage infligés dans l'exercice de ses fonctions. Dans ce cas, le collaborateur parlementaire dispose du libre choix de son avocat.

Il est formellement convenu que dans le respect du principe de la présomption d'innocence, l'assureur ne peut évoquer l'acte intentionnel pour rejeter la demande du collaborateur parlementaire.

En revanche, si le caractère intentionnel de l'acte est reconnu en dernière instance, le collaborateur parlementaire devra rembourser les sommes versées par l'assureur.

La présente extension de garantie ne peut être activée par un collaborateur à l'encontre du Sénat, de l'AGAS ou du sénateur qui l'emploie ou l'a employé.

### **ARTICLE 3 : EXCLUSIONS GENERALES**

---

**Outre les exclusions prévues ci-avant, sont seuls exclus de la garantie :**

- **les dommages provenant de la faute intentionnelle ou dolosive d'un sénateur,**
- **les dommages causés par la guerre étrangère (il appartient à l'assuré de prouver que le sinistre résulte d'un autre fait que la guerre étrangère) ou par la guerre civile (il appartient à l'assureur de prouver que le sinistre résulte de cet événement),**
- **les dommages ou l'aggravation des dommages causés par tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif ou par toute autre source de rayonnements ionisants, et qui engagent la responsabilité exclusive d'un exploitant d'installation nucléaire**
- **les dommages ou l'aggravation des dommages causés par les armes ou engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome,**
- **les dommages matériels et immatériels causés par un incendie, une explosion, un dégât des eaux, ou des dommages électriques survenus à l'intérieur d'un bâtiment appartenant à un sénateur** (cette exclusion ne concerne pas les locaux utilisés temporairement par un sénateur pour une période inférieure à une durée de 30 jours consécutifs),
- **les dommages résultant de façon inéluctable et prévisible :**
  - o **soit des modalités d'exécution d'un travail ou service telles qu'elles ont été prescrites par un sénateur,**
  - o **soit d'un vice apparent d'un bien ou d'un produit connu avant livraison par l'assuré,**
  - o **soit du fait conscient et intéressé d'un sénateur et qui, par ses caractéristiques, ferait perdre à l'événement à l'origine du sinistre son caractère aléatoire,**
- **les dommages causés aux biens meubles dont un sénateur a la propriété, la garde ou l'usage** sauf en ce qui concerne les extensions spécifiques « objets confiés », « prêt à usage ou commodat » et « matériels de stage »,
- **les dommages relevant de l'obligation d'assurance automobile prévue à l'article L. 211-1 du Code des assurances causés par les véhicules à moteur** sous réserve de l'extension de garantie prévue ci-avant, et sauf pour l'utilisation, à l'insu d'un sénateur, par une personne dont il a la garde, d'un véhicule dont le sénateur n'a ni la propriété ni la garde,
- **les activités médicales,**
- **les frais médicaux et indemnités journalières résultant de dommages corporels subis par toute personne physique préposée de l'assuré qui relèvent de la réglementation sur les accidents du travail ou les maladies professionnelles,**
- **les responsabilités résultant de l'application des articles 1792 à 1792-6 du Code civil,**



- les dommages de toute nature causés par l'amiante,
- les dommages résultant d'atteintes accidentelles et non accidentelles à l'environnement,
- tous dommages corporels, matériels, immatériels consécutifs ou non causés directement ou indirectement par des moisissures toxiques,
- tous dommages corporels, matériels, immatériels consécutifs ou non causés directement ou indirectement par le MTBE (méthyltertiobutylether),
- les dommages causés par les champs et ondes électromagnétiques,

Par ailleurs, l'assureur ou le réassureur ne sera tenu à aucune garantie, ne fournira aucune prestation et ne sera obligé de payer aucune somme au titre du présent contrat dès lors que la mise en œuvre d'une telle garantie, la fourniture d'une telle prestation ou un tel paiement l'exposerait à une sanction, prohibition ou restriction résultant d'une résolution de l'Organisation des Nations Unies, et/ou aux Sanctions économiques ou commerciales prévues par les lois ou règlements édictées par l'Union Européenne, la France, les Etats-Unis d'Amérique, la Suisse ou par tout autre droit national applicable prévoyant de telles mesures.

## ARTICLE 4 : MONTANTS DES GARANTIES

---

Les limites des engagements de la compagnie sont les suivantes :

Tous dommages corporels, matériels et immatériels	<b>5 000 000 €</b>
Faute inexcusable, faute intentionnelle	<b>1 500 000 €</b>
Dommages matériels et immatériels consécutifs	<b>2 000 000 €</b>
Dommages immatériels non consécutifs	<b>1 500 000 €</b>
Garantie « défense et recours »	<b>50 000 €</b>

Le montant des garanties s'entend par sinistre.

## ARTICLE 5 : FRANCHISES

---

Il ne sera pas appliqué de franchise sauf dans les cas suivants :

- dommages matériels et immatériels consécutifs : **1 000 €**
- dommages immatériels non consécutifs : **1 000 €**

## ARTICLE 6 : PRESTATIONS DE GESTION OBLIGATOIRES

---

### 6.1 DÉCLARATION DE SINISTRE

---

La déclaration de sinistre pourra être transmise par téléphone (avec confirmation écrite), par courrier ou par mail.

Par dérogation aux conditions générales et au Code des assurances, le délai prévu pour la déclaration des sinistres est porté à trente jours après que les services administratifs gestionnaires du contrat d'assurance en ont eu connaissance. Tout retard dans la déclaration des sinistres n'aura pour seul effet de réduire l'indemnité à laquelle l'assuré a droit que dans la limite du préjudice subi par l'assureur en raison de ce retard.

Toute déclaration de sinistre fera l'objet sous 72h ouvrées d'un accusé de réception donnant les références du sinistre et les coordonnées de l'interlocuteur chargé du suivi.

Les dossiers sinistres seront tous suivis par le même interlocuteur. La gestion du contrat sera également effectuée par un interlocuteur unique. La compagnie ou l'intermédiaire d'assurance s'engage à communiquer à l'assuré les coordonnées des référents en charge de la gestion du contrat et des sinistres et de leurs remplaçants.

## 6.2 ECHANGES AVEC LES TIERS

---

La compagnie ou l'intermédiaire d'assurance s'engage à adresser à l'assuré à sa demande une copie des courriers envoyés aux tiers ou reçus d'eux.

## 6.3 PROVISIONS

---

Pour les dossiers qui font l'objet d'une provision technique, la compagnie ou l'intermédiaire d'assurance s'engage à indiquer le montant de la provision prévue et à informer l'assuré lorsque le dossier sera clos.

## 6.4 RECOURS

---

Les recours contre les responsables identifiés devront impérativement être exercés pour tous les sinistres réglés, et il sera communiqué à l'assuré, à sa demande, un bilan sur le suivi et les résultats des recours.

## 6.5 BILAN DE SINISTRALITÉ

---

La compagnie ou l'intermédiaire d'assurance présentera, chaque année, un bilan annuel sous format numérique (fichier tableur) avec mise à jour des évaluations et recours.

L'assureur proposera également une rencontre annuelle, sur site ou par visioconférence, pour faire un bilan de la sinistralité.

L'AGAS se réserve par ailleurs la possibilité de demander à tout moment au titulaire un bilan de suivi de la sinistralité.

La compagnie ou l'intermédiaire d'assurance fera apparaître a minima les rubriques suivantes dans ses bilans de sinistralité :

- date d'arrêté du bilan,
- numéro du sinistre attribué par l'assureur et identité de l'assuré concerné,
- descriptif du sinistre,
- date du sinistre,
- montant du sinistre provisionné,
- montant du sinistre réglé,
- date de déclaration du sinistre,
- état de la procédure,
- montant de la franchise,
- date de règlement de l'indemnisation.

## 6.6 PRÉSENTATION DES QUITTANCES

---

La quittance présentée à l'échéance par la compagnie ou l'intermédiaire d'assurance devra faire apparaître :

- la prime HT,
- le détail et le montant des taxes,
- la prime TTC.

## ARTICLE 7 : GESTION DU CONTRAT ET DES SINISTRES

---

### 7.1 FORMATION ET RESILIATION

---

#### Formation et prise d'effet du contrat

---

Le contrat d'assurance est formé dès l'accord des parties. Le marché ou la police d'assurance signé par elles constate leurs engagements réciproques. La garantie est acquise à compter de la date d'effet indiquée à l'acte d'engagement. Ces mêmes stipulations s'appliquent à tout avenant au contrat.

#### Résiliation du contrat

---

Le contrat peut être résilié avant sa date d'expiration normale dans les cas et conditions prévues au Code des assurances et dans les délais et selon les modalités prévus à l'acte d'engagement.

Il est convenu que l'assureur ne pourra utiliser sa faculté de résiliation après sinistre prévue à l'article R. 113-10 du Code des assurances que dans les conditions suivantes :

- pour autant que le montant des sinistres réglés et raisonnablement provisionnés sur l'exercice en cours soit égal ou supérieur au montant de la prime TTC annuelle de l'exercice en cours,
- la résiliation prend effet à l'expiration du délai de préavis prévu à l'acte d'engagement, à compter de sa notification au souscripteur.

Dans les cas de résiliation au cours d'une période d'assurance, la portion de prime afférente à la partie de cette période postérieure à la résiliation n'est pas acquise à l'assureur. Elle doit être remboursée à l'assuré si elle a été perçue d'avance.

Lorsque l'assuré a la faculté de résilier le contrat, il peut le faire, à son choix, soit par lettre ou tout autre support durable, soit par une déclaration faite contre récépissé au siège social ou chez le représentant de l'assureur, soit par acte extrajudiciaire. La résiliation par l'assureur doit être notifiée à l'assuré par lettre recommandée.

### 7.2 DECLARATION DU RISQUE

---

Le contrat est établi d'après les déclarations de l'assuré. Sous peine des sanctions prévues ci-après, l'assuré doit en conséquence déclarer toutes les circonstances connues de lui et qui sont de nature à faire apprécier par l'assureur les risques qu'il prend à sa charge.

Les assureurs déclarent avoir une connaissance suffisante des risques et, dès lors, renoncent à toute sanction contre l'assuré pour toute aggravation des risques garantis.

### 7.3 RETARD DE PAIEMENT DES PRIMES

---

Les primes du présent contrat devant être payées dans les formes prescrites, selon les règlements et normes en vigueur, les compagnies renoncent à suspendre leurs garanties ou à résilier le contrat si le retard de paiement des primes est dû à la seule exécution des formalités nécessaires (y compris vote des dépenses).

### 7.4 SINISTRES ET INDEMNITES

---

#### Obligations de l'assuré en cas de sinistre

---

L'assuré doit, dès qu'il en a eu connaissance, et au plus tard dans les 30 jours, donner avis du sinistre par écrit, de préférence par lettre recommandée, ou verbalement contre récépissé, au siège de l'assureur ou de l'agence indiquée sur la police.

Il doit en outre :

- déclarer dans les cinq jours, à l'autorité compétente, les dommages survenus à l'occasion de crimes ou délits commis à force ouverte ou par violence, par attroupements ou rassemblements armés ou non armés (article 9 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983),
- indiquer dans la déclaration du sinistre ou, en cas d'impossibilité, dans une déclaration ultérieure faite dans le plus bref délai, la date et les circonstances du sinistre, ses causes connues ou présumées, les noms et adresses des personnes lésées et si possible des témoins, la nature et le montant approximatif des dommages ainsi que des garanties souscrites sur les mêmes risques auprès d'autres assureurs,
- transmettre à l'assureur, dès réception, tous avis, lettres, convocations, assignations, actes extrajudiciaires et pièces de procédure qui seraient adressés, remis ou signifiés à lui-même ou à un de ses préposés concernant un sinistre susceptible d'engager la responsabilité de l'assuré.

Faute par l'assuré de se conformer aux obligations prévues ci-dessus, sauf cas fortuit ou de force majeure, l'assureur peut réclamer une indemnité proportionnelle au préjudice que ce manquement peut lui causer.

Pour les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, en cas de manquement à une obligation lui incombant après la survenance du sinistre, l'assuré n'encourt la déchéance qu'en cas de faute lourde ou d'inexécution intentionnelle de sa part.

#### Règlement des indemnités

---

Le paiement de l'indemnité doit être effectué entre les mains du bénéficiaire ou de l'assuré, dans les trente jours, soit de l'accord amiable, soit de la décision judiciaire exécutoire. Ce délai, en cas d'opposition, ne court que du jour de la mainlevée.

#### Procédure - transaction

---

En cas d'action mettant en cause une responsabilité assurée par le présent contrat, l'assureur, dans la limite de sa garantie :

- devant les juridictions civiles, commerciales ou administratives, se réserve la faculté d'assumer la défense de l'assuré, de diriger le procès et d'exercer toutes voies de recours,
- devant les juridictions pénales, si la ou les victimes n'ont pas été désintéressées, a la faculté, avec l'accord de l'assuré, de diriger la défense sur le plan pénal ou de s'y associer. A défaut de cet accord, l'assureur peut néanmoins assumer la défense des intérêts civils de l'assuré. L'assureur peut exercer toutes voies de recours au nom de l'assuré, y compris le pourvoi en cassation, lorsque l'intérêt pénal de l'assuré n'est plus en jeu. Dans le cas contraire, il ne peut les exercer qu'avec l'accord de l'assuré.

L'assureur a seul le droit, dans la limite de sa garantie, de transiger avec les personnes lésées.

Aucune reconnaissance de responsabilité, aucune transaction intervenant en dehors de l'assureur, ne lui est opposable : n'est pas considéré comme une reconnaissance de responsabilité, l'aveu d'un fait matériel ou le seul fait d'avoir procuré à la victime un secours urgent, lorsqu'il s'agit d'un acte d'assistance que toute personne a le devoir légal ou moral d'accomplir.

### **Constitution de rentes**

---

Si l'indemnité allouée par décision judiciaire à une victime ou à ses ayants droit consiste en une rente et si une acquisition de titres est ordonnée à l'assureur, par cette décision, pour sûreté de son paiement, l'assureur procède dans la limite disponible de la somme assurée, à la constitution de cette garantie. Si aucune acquisition de titres ne lui est ordonnée, la valeur de la rente en capital est calculée d'après les règles applicables pour le calcul de la réserve mathématique de cette rente. Si cette valeur est inférieure à la somme disponible, la rente est intégralement à la charge de l'assureur. Dans le cas contraire, seule est à la charge de l'assureur la partie de la rente correspondant, en capital, à la partie disponible de la somme assurée.

### **Montant de garantie**

---

Les montants limites d'engagement sont fixés aux conditions particulières.

Les limites par sinistre s'entendent pour l'ensemble des réclamations se rapportant à un même événement ou acte engageant la responsabilité de l'assuré.

Les frais de procès, de quittance et autres frais de règlement ne viennent pas en déduction des montants de garantie ainsi stipulés. Toutefois, en cas de condamnation de l'assuré à un montant supérieur à celui de la garantie, ces frais sont supportés par l'assureur et par l'assuré proportionnellement à leurs contributions respectives dans le montant de la condamnation.

## **7.5 STIPULATIONS DIVERSES**

---

### **Subrogation**

---

L'assureur est subrogé, dans les termes de l'article L. 121-12 du Code des assurances, jusqu'à concurrence de l'indemnité payée par lui dans les droits et actions de l'assuré contre tout responsable du sinistre. Si la subrogation ne peut plus, du fait de l'assuré, s'opérer en faveur de l'assureur, la garantie de celui-ci cesse d'être engagée dans la même mesure où aurait pu s'exercer la subrogation.

### **Prescription**

---

Toute action dérivant du présent contrat est prescrite par deux ans.

Le délai commence à courir à compter du jour de l'évènement qui donne naissance à l'action (à compter du 31 décembre suivant cet évènement pour les contrats souscrits sur des risques situés dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle).

Toutefois, le délai ne court :

- en cas de réticence, omission, déclaration fausse ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'assureur en a eu connaissance ;
- en cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

La prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription (citation en justice, commandement ou saisie, citation en conciliation devant le bureau de paix lorsqu'elle est suivie d'une assignation en justice, citation en justice, même devant un juge incompétent, l'interruption étant nulle et non avenue si l'assignation est nulle par défaut de forme, si le demandeur se désiste de sa demande, s'il laisse périmer l'instance ou si sa demande est rejetée, reconnaissance par le débiteur du droit du créancier) et par la désignation d'experts à la suite d'un sinistre.

L'interruption de la prescription de l'action peut, en outre, résulter de l'envoi d'une lettre recommandée ou d'un envoi recommandé électronique, avec accusé de réception, adressés par l'assureur à l'assuré en ce qui concerne l'action en paiement de la prime et par l'assuré à l'assureur en ce qui concerne le règlement de l'indemnité.

## **Etendue territoriale des garanties**

---

Les garanties du contrat sont acquises en France métropolitaine et dans les territoires d'outre-mer.

## **Durée de la garantie**

---

La garantie est acquise dès le 1<sup>er</sup> janvier 2026.

Conformément aux dispositions formulées à l'article L. 124-5 alinéa 4 du Code des assurances en application de la loi n° 2003-706 du 1<sup>er</sup> août 2003, « la garantie est déclenchée par la réclamation et couvre l'assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres, dès lors que le fait dommageable est antérieur à la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, et que la première réclamation est adressée à l'assuré ou à son assureur entre la prise d'effet initiale de la garantie et l'expiration d'un délai subséquent à sa date de résiliation ou d'expiration mentionnée par le contrat, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs des sinistres.

Toutefois, la garantie ne couvre les sinistres dont le fait dommageable a été connu de l'assuré postérieurement à la date de résiliation ou d'expiration que si, au moment où l'assuré a eu connaissance de ce fait dommageable, cette garantie n'a pas été re-souscrite ou l'a été sur la base du déclenchement par le fait dommageable. L'assureur ne couvre pas l'assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres s'il établit que l'assuré avait connaissance du fait dommageable à la date de la souscription de la garantie ».

Le délai subséquent des garanties déclenchées par la réclamation est fixé à 5 ans, après la résiliation ou la cessation des garanties du contrat.

Pour la garantie « défense » de la clause « défense et recours », sont applicables les mêmes principes que pour la garantie « responsabilité ». Pour la garantie « recours », sont pris en charge les litiges survenus pendant la période d'effet du contrat et déclarés pendant cette même période ou dans un délai de deux ans à compter du terme du contrat.

Pour toutes les garanties, il est convenu que le délai de déclaration des sinistres s'entend à compter du jour où la personne habilitée à effectuer cette déclaration a connaissance du sinistre.